



La Co-Tidienne

2 avril 2020

On vous informe

Les documentalistes du CNFPT mettent à votre disposition une veille quotidienne pendant la crise sanitaire. Retrouvez toutes les informations sélectionnées aujourd'hui.

LA FORMATION DU JOUR...

MOOC proposé par le CNFPT :



Territoires et développements : changeons d'époque !

Le développement des territoires est une notion à la fois ancienne et fortement questionnée par la période actuelle. De plus, le développement de chaque territoire impacte directement les sujets du quotidien : l'alimentation, les mobilités, l'éducation, l'économie ou la santé... mais aussi les questions de participation.

Qui prend part à quel développement ? Dans quel but ? Ce croisement entre objet du quotidien et question participative, est actuellement bousculé par un contexte de mutations multiples. Les transitions écologiques, administratives ou démocratiques que nous traversons ou cherchons à mettre en œuvre, appellent d'autres façons de penser et de faire le développement des territoires.

Cette formation en ligne débute par une exploration des notions de Développement et de Territoire pour aller vers l'idée que le bien commun d'un territoire incarne l'enjeu de son propre développement.

Une grande diversité d'acteurs a contribué à cette formation afin de construire une vision transverse et complémentaire de ce que pourrait être le développement de nos territoires à l'avenir. Ainsi des techniciens, des associatifs, des chercheurs et des formateurs proposeront leur travaux et leurs expériences pour vous apporter des pistes de réflexions et d'actions concrètes pour expérimenter et s'inspirer les uns des autres.

Ce séminaire en ligne comporte 4 séances. Chaque séance est constituée de plusieurs vidéos, d'exercices autocorrectifs, de ressources complémentaires et de documents d'accompagnement.

Pour vous inscrire :

<https://www.fun-mooc.fr/courses/course-v1:CNFPT+87030+session03/about>

L'INFORMATION DU JOUR...

La crise sanitaire pour les collectivités territoriales

➤ Actualité juridique

Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/04/2020, n° 80

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/4/1/MTRX2008694R/jo/texte>

Cette ordonnance détermine des dispositions spécifiques en matière de formation professionnelle pour les employeurs, organismes de formation et opérateurs, afin de leur permettre de satisfaire à leurs obligations légales en la matière dans le contexte de crise sanitaire liée à la propagation du covid-19, notamment :

- prolongation de l'échéance fixée initialement par la loi aux organismes de formation professionnelle pour obtenir la certification qualité.
- autorisation pour les opérateurs de compétences et les commissions paritaires interprofessionnelles régionales, associations dénommées Transition Pro, à financer de manière forfaitaire les parcours de validation des acquis de l'expérience
- prolongation des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, pour tenir compte de la suspension de l'accueil des apprentis et des stagiaires par les centres de formation d'apprentis et les organismes de formation

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/rapport/2020/4/2/MTRX2008694P/jo/texte>

Ordonnance n° 2020-390 du 1er avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020 et à l'établissement de l'aide publique pour 2021

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/04/2020, n° 80

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/4/1/INTA2008334R/jo/texte>

Cette ordonnance précise les dispositions électorales de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour :

- l'organisation du second tour du scrutin pour le renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, s'agissant notamment des règles de dépôt des candidatures ;
- la démission des candidats élus dès le premier tour du 15 mars 2020 dont l'entrée en fonction est différée
- l'établissement de l'aide publique pour 2021

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/rapport/2020/4/2/INTA2008334P/jo/texte>

Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/04/2020, n° 80

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/4/1/COTB2008607R/jo/texte>

Cette ordonnance prévoit des assouplissements dérogatoires du fonctionnement des exécutifs locaux, notamment dans les modalités de réunion et de prise de décision.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/rapport/2020/4/2/COTB2008607P/jo/texte>

Décret n° 2020-384 du 1er avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/04/2020, n° 80

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decree/2020/4/1/SSAZ2008891D/jo/texte>

Ce décret apporte des précisions quant au contrôle technique des véhicules, mais aussi aux opérations funéraires et à la réquisition de biens, services ou personnes pour les agences de santé publique.

Circulaire de présentation des dispositions applicables pendant l'état d'urgence sanitaire et relative au traitement des infractions commises pendant l'épidémie de Covid-19

circulaires.legifrance.gouv.fr, 01/04/2020

http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2020/03/cir_44951.pdf

Cette circulaire rappelle les infractions spécifiques applicables pendant l'état d'urgence sanitaire et le traitement des infractions commises dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. En annexe, un tableau présente les types d'infractions avec leur n° natif, leur qualification et les textes les définissant et les réprimant. Une seconde annexe s'attarde plus particulièrement sur la réglementation et les infractions liés à la vente de masques de protection ou de gel hydroalcoolique.

➤ **Organisation institutionnelle des collectivités territoriales**

Les régions et départements unis face au covid-19

Monde (le), 02/04/2020, p. 9

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/01/coronavirus-regions-et-departements-unis-face-a-la-crise_6035173_823448.html

Toutes les collectivités territoriales sont mobilisées aux côtés de l'exécutif pour apporter leur soutien aux secteurs économique, sanitaire et associatif. Et ont décidé, pour un temps, d'arrêter leur lutte de pouvoir avec l'Etat.

Coronavirus : paroles de DGS à l'heure du confinement – jour 15 / MENU STEPHANE

Lettre du cadre territorial (la), 01/04/2020

<http://www.lettreducadre.fr/19742/coronavirus-paroles-de-dgs-a-lheure-du-confinement-jour-15/>

Après 15 jours de confinement, les DGS sont dans le dur. Le vocabulaire change, les priorités bougent. Voici le 3e article des témoignages de nos lecteurs sur leur vie de territorial.e en période de confinement.

Continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux

ID.Cité, 02/04/2020

https://www.idcite.com/Continuite-du-fonctionnement-des-institutions-locales-et-de-l-exercice-des-competences-des-collectivites-territoriales_a47528.html

Synthèse de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Gourault : «Évitons les querelles inutiles»

Figaro (le), 02/04/2020, p. 22

<https://www.lefigaro.fr/politique/jacqueline-gourault-evitons-les-querelles-inutiles-20200401>

Loi 3D, municipales, polémique Buzyn... La ministre des Territoires, dans cet entretien, sort du silence depuis le début de la crise.

Municipales : de plus en plus de recours administratifs après le premier tour / DENETRE EMILIE

Courrier des maires et des élus locaux (le), 01/04/2020

http://www.courrierdesmaires.fr/86937/de-plus-en-plus-de-recours-administratifs-un-collectif-de-candidats-sorganise/?utm_source=flash-info-cdm&utm_medium=email&utm_campaign=flash-info-02-04-2020#

Pour faire face à l'afflux des recours déposés devant les tribunaux administratifs dans la foulée du 1er tour des élections municipales, le gouvernement a décidé d'étendre les délais de dépôt des dossiers. Pour de nombreux élus et candidats, la sincérité du vote du 15 mars a été altérée par les conditions exceptionnelles que le pays traverse avec l'épidémie de Covid-19. Ils pointent du doigt les taux d'abstention record dans certaines communes, notamment chez les personnes âgées.

Report du second tour des municipales : une ordonnance pour préciser la loi

Localtis.info, 01/04/2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/report-du-second-tour-des-municipales-une-ordonnance-pour-preciser-la-loi>

Le gouvernement a adopté sept nouvelles ordonnances ce mercredi 1er avril en conseil des ministres. L'une d'elles vient préciser les modalités de dépôt de candidatures pour le second tour des élections municipales, qui a été reporté en juin en raison de la crise sanitaire, tel que l'a établi la loi d'urgence sanitaire du 23 mars

Municipales : ce que prévoit l'ordonnance présentée par Christophe Castaner pour le second tour / ROGER Patrick

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/01/ce-que-prevoit-l-ordonnance-presentee-par-castaner-pour-le-second-tour-des-municipales_6035208_823448.html

Si le second tour ne peut se tenir avant la fin juin, les électeurs des communes non pourvues lors du premier tour seront de nouveau convoqués pour les deux tours. Si la situation sanitaire ne permet pas l'organisation du second tour avant la fin du mois de juin, les électeurs des communes non pourvues lors du premier tour, qui s'est tenu le 15 mars, seront de nouveau convoqués par décret pour les deux tours de scrutin.

Etat d'urgence sanitaire : les exécutifs locaux disposent de pouvoirs élargis

Localtis.info, 01/04/2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/etat-durgence-sanitaire-des-simplifications-et-le-renforcement-des-pouvoirs-des-executifs-locaux>

Pour faciliter les décisions des collectivités durant l'épidémie, les exécutifs locaux sont dotés d'un maximum de pouvoirs et les assemblées locales peuvent se tenir en visio ou audioconférence. C'est ce que prévoit l'une des sept ordonnances que le conseil des ministres a prises ce mercredi 1er avril. Une série de simplifications est également prévue.

Alain Lambert : "La crise est une occasion historique d'oser une révolution administrative copernicienne" / LAMBERT Alain

ActeursPublics.fr, 2 avril 2020

<https://www.acteurspublics.fr/articles/alain-lambert-la-crise-est-une-occasion-historique-doser-une-revolution-administrative-copernicienne>

“La seule solution est en chacun de nous, et dans le courage de nous sentir, chacun, légitimes dans nos fonctions et responsabilités, pour nous affranchir de certaines règles à raison de circonstances dont notre droit s’épuise à chercher la qualification”, juge dans cette tribune Alain Lambert, actuel président du Conseil national d’évaluation des normes (CNEN). Une instance qui se réunit pour la première fois en visioconférence ce jeudi 2 avril, crise sanitaire oblige. Une ordonnance, en un article unique, devrait “ordonner” qu’en période d’état d’urgence sanitaire, tout ce qui n’est pas explicitement interdit peut être expérimenté, à charge d’évaluer ex-post, estime Alain Lambert.

➤ **Ressources Humaines / Fonction publique**

Questions/Réponses à l'attention des employeurs et des agents publics dans le cadre de la gestion du Covid-19

Ministère de l'Action et des comptes publics - Mis à jour le 31 mars 2020, 6 pages

https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=B1BD183E-6E4B-4FE5-B6AE-608C763442B1&filename=COVID%2019%20-%20Questions-r%C3%A9ponses%20employeurs%20et%20agents%20publics.pdf

Thèmes des réponses apportées : l'organisation du travail des agents à distance, la continuité de services publics, le plan de continuité de l'activité : quels agents sollicités, le système de garde des enfants, rôle du Chsct, les missions incompatibles avec le droit de retrait.

Le télétravail dans la fonction publique en temps de crise sanitaire ... et après le Covid 19

Courrier des maires – 31/03/2020

<http://www.courrierdesmaires.fr/86883/le-teletravail-dans-la-fonction-publique-en-temps-de-crise-sanitaire-et-apres-le-covid-19/>

Dans cette période de crise sanitaire, l'article présente les conditions pour exercer son activité en télétravail et les précautions à prendre : garder le contact, maintenir la circulation de l'information et anticiper le suivi.

➤ **Services publics impactés**

Achat public / Finances / Marchés publics

Covid-19 - Une FAQ spéciale pour les acheteurs publics

Localtis.info, 01/04/2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/une-faq-speciale-pour-les-acheteurs-publics>

La direction des affaires juridiques (DAJ) de Bercy vient de publier une foire aux questions (FAQ) sur "les conséquences de la crise sanitaire sur la commande publique". Un document utile pour aider les acheteurs à s'approprier les dérogations au code de la commande publique et gérer au mieux cette crise.

Levée de certaines sanctions à l'encontre des comptables publics pendant la crise sanitaire / SCORDIA Bastien

ActeursPublics.fr, 2 avril 2020

<https://www.actorspublics.fr/articles/levee-de-certaines-sanctions-a-lencontre-des-comptables-publics-pendant-la-crise-sanitaire>

Une ordonnance publiée à la suite de la loi d'urgence précise les modalités selon lesquelles il est dérogé aux dispositions relatives à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics. *“Les comptables publics qui, pour mettre en œuvre les mesures rendues nécessaires par la crise, commettraient éventuellement des*

manquements à la réglementation, verraient leur responsabilité dérogée”, précise le gouvernement.

Enfance / jeunesse

Coronavirus : les acteurs de l'aide à l'enfance inquiets des effets du confinement / CORDIER Solène

LeMonde.fr, 4 avril 2020

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/01/coronavirus-les-acteurs-de-l-aide-a-l-enfance-inquiets-des-effets-du-confinement_6035159_3224.html

Un enfant de 6 ans habitant Tremblay-en-France est mort dans la nuit de dimanche à lundi, deux jours après avoir été frappé par son père. Mais, d'ores et déjà, ce drame interroge sur une possible recrudescence des maltraitements au sein des familles en cette période de confinement lié à l'épidémie de Covid-19. De la même manière que les associations venant en aide aux victimes de violences conjugales, les professionnels de l'enfance craignent une dégradation des situations.

Prévention / Police municipale

Confinement et quartiers prioritaires à Toulon : entre solidarité et survie BAROUMI Karim

mediapart.fr, 01/04/2020

<https://blogs.mediapart.fr/karim-870/blog/010420/confinement-et-quartiers-prioritaires-toulon-entre-solidarite-et-survie>

Les quartiers prioritaires se révèlent être plus vulnérables à la propagation du Covid-19 par l'existence d'inégalités sociales et territoriales plus marquées. Des inégalités entraînant un risque de contamination plus important dû en partie à des logements surpeuplés, médiocres souvent insalubres, un accès aux soins limités, un illettrisme élevé et une fracture numérique difficilement mesurable.

Retour sur l'interdiction de tenue des marchés alimentaires et sur ses dérogations / GOUTAL Yvon, DREYFUS GELIN Juliette

lagazettedescommunes.com, 01/04/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/672174/retour-sur-linterdiction-de-tenue-des-marches-alimentaires-et-sur-ses-derogations/>

Par un décret du 23 mars, le gouvernement a interdit la tenue des marchés alimentaires. Les maires peuvent toutefois demander des dérogations. Explications.

Services techniques

« A Roannaise de l'eau, 21 personnes sont sur le terrain »

Techni-cité, 31/03/2020

https://www.lagazettedescommunes.com/671811/a-roannaise-de-leau-21-personnes-sont-sur-le-terrain/#utm_source=gm-club-technique&utm_medium=Email&utm_campaign=2020-03-31-alerte-email-club-technique&email=anne.maes@cnfpt.fr&xor=EPR-21

Au cours de cette semaine, la rédaction de Techni.Cités vous propose des témoignages d'ingénieurs des services techniques, qui sont sur le terrain pour organiser la continuité des services dans les collectivités. Directeur de service technique, d'un syndicat d'eau, de déchet, de voirie, d'espaces verts, animateur de cellule de crise ont répondu présent pour raconter leur quotidien par temps de

crise. Aujourd'hui, rendez-vous avec Pascal Petit, directeur technique du syndicat mixte Roannaise de l'eau (42 communes).

Autres sujets d'actualité

➤ Développement local

Pourquoi le Covid-19 ne mettra pas en péril le tourisme en France ? / VINCENT JOHAN, EVANNO YVES-MARIE

Conversation (the), 01/04/2020

https://theconversation.com/pourquoi-le-covid-19-ne-mettra-pas-en-peril-le-tourisme-en-france-135131?utm_medium=email&utm_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%202%20avril%202020%20-%201581315140&utm_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%202%20avril%202020%20-%201581315140+CID_26c6bfee12d939ea6c3c8bcb17baf955&utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Pourquoi%20le%20Covid-19%20ne%20mettra%20pas%20en%20pril%20le%20tourisme%20en%20France

La crise sanitaire engendrée par la diffusion du Covid-19 laisse planer le spectre d'une crise économique d'envergure que certains, à l'image du ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, comparent déjà à celle de 1929. Le secteur touristique est particulièrement en danger. Après la fermeture précoce des stations de ski, l'annulation des vacances de Pâques, c'est la saison estivale qui est désormais menacée.

Dès lors, le Covid-19 va-t-il mettre en péril l'un des secteurs majeurs de l'économie française ? Cela reste peu probable. En effet, l'étude des principales crises du XXe siècle prouve au contraire l'incroyable capacité du secteur touristique à trouver de nouvelles solutions afin de satisfaire une clientèle qui, de son côté, ne perd pas goût aux vacances.

Tourisme : l'OMT table sur une baisse d'activité de 20 à 30%, la France prévoit 40 milliards de perte / ESCU, ESCUDIE JEAN-NOEL

Localtis.info, 01/04/2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/tourisme-lomt-table-sur-une-baisse-dactivite-de-20-30-la-france-prevoit-40-milliards-de-perte>

Le secteur du tourisme devrait être, avec celui du transport aérien auquel il est étroitement lié, un des plus touché par la crise sanitaire du Covid-19. L'impact sera d'autant plus grand que les difficultés ont commencé dès janvier, avec la réduction des flux touristiques en provenance d'Asie. En témoigne le point sur la situation publié par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) à la date du 27 mars. Le constat est sombre : "Avec la mise en place inédite de restrictions sur les voyages partout dans le monde, l'institution spécialisée des Nations unies pour le tourisme s'attend à ce que les arrivées de touristes internationaux baissent de 20% à 30% en 2020 par rapport aux chiffres de 2019". L'OMT précise en outre que ces prévisions "doivent être interprétés avec précaution étant donné l'extrême niveau d'incertitude entourant la crise actuelle".

➤ Déplacements et transports

Coronavirus : des malades transférés via TGV

franceinfo.fr, 01/04/2020

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-des-malades-transferes-via-tgv_3895235.html

Chaque transfert de malade atteint du Covid-19 en TGV médicalisé est une opération médicale qui nécessite une attention de tous les instants. Mercredi 1er avril, 36 patients ont été transférés des hôpitaux de Paris vers la Bretagne, à bord de deux trains.

Coronavirus : vers une ardoise de plus d'un milliard d'euros pour les transports franciliens / COMPA, COMPAGNON SEBASTIEN

leparisien.fr, 31/03/2020

<http://www.leparisien.fr/info-paris-ile-de-france-oise/transports/coronavirus-vers-une-ardoise-de-plus-d-un-milliard-d-euros-pour-les-transports-franciliens-31-03-2020-8291316.php>

Ile-de-France Mobilités se trouve confrontée à une chute de ses recettes d'environ 500 millions d'euros par mois de confinement. Un trou financier qui inquiète les élus et associations d'usagers.

Un milliard d'euros. C'est, au bas mot, le coût astronomique que devrait représenter la crise du Covid-19 pour le système de transports franciliens. Avec la prolongation du confinement, l'autorité régionale en charge des transports, Ile-de-France Mobilités (IDFM), anticipe en effet une chute vertigineuse de ses ressources financières.

➤ **Economie**

Les travailleurs invisibles sortent de l'ombre

Monde (le), 02/04/2020, p. 14-15

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/01/avec-la-crise-les-travailleurs-invisibles-sortent-de-l-ombre_6035123_3234.html

Alors que l'économie française connaît un arrêt brutal en raison de l'épidémie de Covid-19, caissières, livreurs, agents de nettoyage, ouvriers de chantier, conducteurs de métro, auxiliaires de vie, apparaissent enfin pour ce qu'ils sont : des rouages essentiels de la vie du pays.

➤ **Environnement**

La convention citoyenne pour le climat ne veut pas rester lettre morte / CATTIAUX SEVERINE

Lettre du cadre territorial (la), 02/04/2020

<http://www.lettreducadre.fr/19748/la-convention-citoyenne-pour-le-climat-ne-veut-pas-rester-lettre-morte/>

Au printemps, la convention citoyenne pour le climat remet son plan visant à réduire l'empreinte carbone de la France. Si les participants sont confiants sur la qualité de leur travail, ils ne peuvent s'empêcher d'émettre des craintes sur sa concrétisation effective...

Coronavirus : l'Europe présente ses orientations pour garantir le transport des déchets / PIN REMI

Actu-environnement.com, 01/04/2020

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/transport-dechets-europe-covid19-35242.php4>

La Commission européenne a publié, le 31 mars, un document d'orientation visant à poursuivre et garantir le transfert de déchets dans l'Union, dans ce contexte de crise sanitaire du Covid-19.

[Lien vers la note :](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_510)
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_510

État d'urgence sanitaire : Elisabeth Borne a réuni les acteurs de la filière des énergies renouvelables électriques / MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Actu-environnement.com, 01/04/2020

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/etat-durgence-sanitaire-elisabeth-borne-reuni-acteurs-filiere-des-energies-renouvelables-electriques>

Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire, a réuni ce jour par audioconférence les acteurs de la filière des énergies renouvelables électriques. La ministre a annoncé à cette occasion des mesures pour accompagner les projets de production d'électricité renouvelable dans le contexte de crise actuel. Près de 300 projets lauréats éoliens et photovoltaïques pour un volume de plus de 1 700 MW viennent par ailleurs d'être désignés, contribuant ainsi à poursuivre les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Coronavirus : l'Union européenne veut garantir le transport des déchets

Recyclage Récupération, 01/04/2020

<https://lecho-circulaire.com/le-covid-19-contraint-a-reorganiser-la-gestion-des-dechets/>

Ce mardi 31 mars, la Commission européenne publie un document d'orientation qui a pour but de garantir le transport des déchets dans l'Union européenne pendant la crise sanitaire du Covid-19.

Avis relatif à la protection des personnels de collecte de déchets au cours de l'épidémie de Covid-19

Haut conseil de la sante publique, 31/03/2020, 10 p.

<https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-35245-Avis-HCSP-dechets-covid19.pdf>

Le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) a été saisi le 24 mars 2020 par la Direction générale de la santé (DGS) au sujet de la protection des personnels de collecte de déchets au cours de l'épidémie de Covid-19. Les professionnels de la collecte et du traitement des déchets (déchets ménagers et déchets d'activités de soins à risques infectieux –DASRI-) ont sollicité les Ministères chargés de la santé et de l'écologie afin que leur personnel puisse bénéficier en priorité de masques respiratoires afin de les protéger du risque d'infection par le virus responsable du Covid-19. Le Directeur général de la prévention des risques (DGPR) a questionné plus spécifiquement la DGS sur les mesures de précaution pour les agents de la collecte des déchets ménagers et les agents des centres de tri des déchets issus de la collecte sélective.

➤ Europe

Alexis Tsipras : « L'intransigeance de certains dirigeants pourrait être fatale à l'Union européenne »

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/02/alexis-tsipras-l-intransigeance-de-certains-dirigeants-pourrait-etre-fatale-a-l-union-europeenne_6035264_3232.html

Dans une tribune au « Monde », l'ancien premier ministre grec observe que les mécanismes qui avaient mis son pays à l'index sont de nouveau à l'œuvre dans la crise actuelle, plusieurs chefs d'Etat ne voulant pas envisager une « mutualisation de la dette ».

« Nous appelons la Commission européenne à créer un fonds corona pour aider les Etats membres »

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/02/nous-appelons-la-commission-europeenne-a-creer-un-fonds-corona-pour-aider-les-etats-membres_6035262_3232.html

Dans un appel publié par « Die Zeit » et « Le Monde », douze personnalités allemandes, parmi lesquelles le politicien Joschka Fischer et le philosophe Jürgen Habermas, demandent la création d'un « fonds corona » européen pour aider les pays les plus touchés et les plus fragiles.

➤ Finances publiques

La réforme de la taxe d'habitation fragilisée / FEUERSTEIN Ingrid

Echos (les), 02/04/2020, p. 4

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/coronavirus-la-reforme-de-la-taxe-dhabitation-mise-en-peril-par-les-moins-values-fiscales-1191279>

Officiellement, les baisses d'impôt prévues à partir de 2021 ne sont pas remises en cause. La disparition de la taxe d'habitation, compensée par une affectation de TVA pour les départements, paraît pourtant fragilisée par la chute des recettes fiscales liées au confinement.

Coronavirus : l'exécutif rehausse ses dépenses de santé, la facture budgétaire s'alourdit / HONORE Renaud, FEUERSTEIN Ingrid

Echos (les), 02/04/2020, p. 4

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/coronavirus-lexecutif-rehausse-ses-depenses-de-sante-la-facture-budgetaire-salourdit-1191261>

Le gouvernement a décidé de provisionner 3,1 milliards d'euros supplémentaires pour l'achat de matériel médical, tandis qu'il s'apprête à annoncer une prime spéciale pour les soignants qui pourrait coûter autour de 1 milliard d'euros. Le coût lié au chômage partiel est désormais évalué à 11,15 milliards, contre 8,5 milliards prévus initialement.

➤ Santé Publique

Coralie Chevallier : “C'est maintenant que l'action publique doit s'appuyer sur les sciences comportementales” / HENRY Sylvain

ActeursPublics.fr, 2 avril 2020

<https://www.acteurspublics.fr/articles/coralie-chevallier-cest-maintenant-que-laction-publique-doit-sappuyer-sur-les-sciences-comportementales>

Chercheuse en sciences cognitives et comportementales à l'Inserm* et à l'École normale supérieure, Coralie Chevallier estime que les décideurs publics auraient tout intérêt à s'appuyer sur l'expertise scientifique en matière de comportements, seul levier de réponse à la crise sanitaire d'aujourd'hui, alors qu'il n'y a encore ni traitement pharmaceutique ni vaccin contre le Covid-19. Et il faut, dit-elle, anticiper dès à présent la phase de déconfinement, “qui va poser quelques difficultés comportementales” et ne coïncidera pas avec la fin de l'épidémie.

Coronavirus : cinq questions sur la levée du confinement en France / CLINKEMALLIE TIFENN

lesechos.fr, 02/04/2020

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/coronavirus-cinq-questions-sur-la-levee-du-confinement-en-france-1191283>

Le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé la prolongation des mesures de confinement jusqu'au 15 avril. Celles-ci pourraient rester en place plus longtemps. Quelle sera la durée réelle du confinement ? Comment s'organisera la sortie de crise ? Éléments de réponses dans CQFD.

Coronavirus : désinfecter les rues ? « Inutile et dangereux », selon le ministère de la santé / COSNARD Denis

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/01/coronavirus-desinfecter-les-rues-inutile-et-dangereux-selon-le-ministere-de-la-sante_6035226_3244.html

Saisies par la Mairie de Paris, les autorités de santé déconseillent clairement de nettoyer les rues en utilisant de l'eau de javel diluée. Face au Covid-19, faut-il désinfecter les rues et autres espaces publics à l'eau de javel diluée, comme certains maires ont commencé à le faire ? Non, répondent clairement à ce stade le ministère de la santé et l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France. « *L'aspersion de javel ou autre désinfectant est inutile tout en étant dangereuse pour l'environnement* », résumant les responsables de l'ARS dans un courriel transmis mercredi 1^{er} avril à la Mairie de Paris.

➤ **Social**

Coronavirus : le Conseil scientifique émet ses recommandations sur les Ehpad / GODELUCK SOLVEIG

lesechos.fr, 01/04/2020

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/coronavirus-le-conseil-scientifique-emet-ses-recommandations-sur-les-ehpad-1191222>

Dans une note rendue publique ce mercredi, l'organisme qui conseille le gouvernement sur la gestion de l'épidémie ne défend pas le confinement en chambre individuelle dans les maisons de retraite médicalisées. Il préconise la création de filières « Covid + Anciens » dans les hôpitaux.

Emmanuel Macron annonce un aménagement du confinement pour les autistes

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/02/emmanuel-macron-annonce-un-aménagement-du-confinement-pour-les-autistes_6035293_3224.html

À l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, le chef de l'Etat a adressé un message vidéo aux autistes et à leurs accompagnants, qui connaissent une période « difficile » avec la crise du coronavirus. Emmanuel Macron a annoncé, jeudi 2 avril, un aménagement des règles de confinement pour les autistes, en les autorisant à sortir « *un peu plus souvent* » pour se rendre sur les lieux habituellement fréquentés, « *porteurs de repères rassurants* ».

Dans les squats de Bordeaux, « les personnes vont mourir de faim, pas du Covid-19 » / PASCUAL Julia

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/02/dans-les-squats-de-bordeaux-les-personnes-vont-mourir-de-faim-pas-du-covid-19_6035291_3224.html

Dans les bidonvilles et squats de Bordeaux, les quelque 2 500 habitants, qui se retrouvent souvent sans emploi, craignent le manque de nourriture. « *Alors, deux baguettes, six bananes, une boîte d'œufs, trois tomates, un filet de patates... Reculez ! Reculez !* » La file indienne s'est transformée en un serpent confus. Une bénévoles tente de maintenir un semblant d'ordre tandis qu'une quinzaine de personnes essayent d'avancer vers elle. Certaines se cachent le bas du visage avec un bout d'écharpe ou le col d'une doudoune. Personne n'a de masque ni de gants. Les enfants gigotent dans les poussettes.

Les personnes sans domicile fixe à l'épreuve du confinement lié au coronavirus / REY-LEFEBVRE Isabelle

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/02/les-personnes-sans-domicile-fixe-a-l-epreuve-du-confinement-lie-au-coronavirus_6035306_3224.html

Dans les centres d'hébergement, l'épidémie de Covid-19 aggrave les tensions entre les résidents. Les salariés, eux, manquent de masques et de gel. « *Nous accueillons beaucoup de résidents avec des addictions et en tenons compte, quitte à leur procurer ce dont ils ont besoin*, témoigne Béatrice Baal, directrice du centre Charles-Péan, de la fondation de l'Armée du salut, à Maromme, près de Rouen. *L'épidémie rend tout le monde plus anxieux, parfois agressif, notamment la nuit, où nos veilleurs de nuit, très compétents et formés pour cela, doivent constamment désamorcer des conflits, calmer les angoisses et supporter les humeurs. Nous avons, malheureusement, dû supprimer toute vie collective alors que c'est ce dont les résidents ont besoin, et que le vivre-ensemble est le premier objectif de notre métier.* »

➤ **Tic / numérique**

Coronavirus : les Français favorables à une application mobile pour combattre la pandémie, selon un sondage / UNTERSINGER Martin

LeMonde.fr, 2 avril 2020

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/04/01/coronavirus-les-francais-favorables-a-une-application-mobile-pour-combattre-la-pandemie-selon-un-sondage_6035233_4408996.html

Une application enregistrant les relations sociales d'un utilisateur pour avertir les personnes à risque serait installée par huit Français sur dix, selon des chercheurs qui ont conçu ce type d'applications. C'est l'enseignement d'un sondage publié mardi 31 mars, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de plus de 1 000 Français possédant un téléphone mobile les 26 et 27 mars. Cette étude a été commandée par une équipe de recherche de l'université britannique d'Oxford qui travaille justement sur ce type d'application pour lutter contre la pandémie.

➤ **Urbanisme / habitat**

La Caisse des Dépôt et Action logement s'engagent sur la construction de 50.000 logements pour relancer le secteur / ESCUDIE JEAN-NOEL

Localtis.info, 01/04/2020

https://www.banquedesterritoires.fr/la-caisse-des-depot-et-action-logement-sengagent-sur-la-construction-de-50000-logements-pour?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2020-04-01&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne

CDC Habitat annonce ainsi "prendre part aux mesures de soutien en faveur du secteur immobilier français, par une commande de 40.000 logements neufs", en priorité dans les zones tendues et dans les communes couvertes par le programme Action cœur de ville. De son côté In'li, filiale du Groupe Action logement, prévoit l'acquisition de 10.000 logements avant la fin de l'année auprès de promoteurs immobiliers en Ile-de-France.

Autorisations d'urbanisme : le principe du silence vaut acceptation est suspendu lagazettedescommunes.com, 01/04/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/672060/autorisations-durbanisme-le-principe-du-silence-vaut-acceptation-est-suspendu/?abo=1>

Le gouvernement a publié une ordonnance suspendant notamment le principe du silence vaut acceptation. Maîtres Mona Rousseau et Arthur Gayet, du cabinet

Seban et associés, reviennent sur le cas des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Concernant la crise sanitaire et son impact sur le droit de l'urbanisme, la question de la délivrance d'autorisations tacites revient régulièrement.

En effet, rappelons que l'article R. 424-1 du code de l'urbanisme prévoit que le silence gardé par l'autorité compétente à l'issue du délai d'instruction vaut, sauf exceptions prévues aux articles R. 424-2 et R. 424-3 du même code, autorisation tacite.

Les professionnels de la construction en panique face au report des permis de construire / GERBEAU DELPHINE

lagazettedescommunes.com, 30/03/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/671542/les-professionnels-de-la-construction-en-panique-face-au-report-des-permis-de-construire/>

Neuf organisations professionnelles du bâtiment alertent sur le risque pour le secteur que fait courir la suspension des délais d'instruction des permis de construire.

Si elle a rassuré les juristes et services de l'urbanisme, l'ordonnance n°2020--306 du 25 mars 2020 «relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période» met le secteur du bâtiment en émoi. Cette ordonnance permet en effet de neutraliser les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme déposées avant le 12 mars 2020 et ce jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.

Coronavirus : vers une sortie de crise pour le BTP

lagazettedescommunes.com, 23/03/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/670579/coronavirus-vers-une-sortie-de-crise-pour-le-btp/>

Le 21 mars, le Gouvernement et les fédérations professionnelles se sont mis d'accord sur une série de mesures permettant de favoriser la reprise des chantiers du BTP essentiels.

Alors que depuis le 17 mars, le climat était électrique entre les fédérations professionnelles du bâtiment et des travaux publics et le Gouvernement, quant à la pertinence de continuer les chantiers malgré les mesures de confinement, le weekend a permis de trouver un terrain d'entente. Le 21 mars, le gouvernement a communiqué avec la Fédération française du bâtiment, la Fédération nationale des travaux publics et la Capeb sur les mesures validées pour envisager la continuité de l'activité des entreprises du BTP.

Cette Lettre de Veille

est réalisée par les documentalistes du CNFPT.

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Retrouvez nos Lettres thématiques d'Information mensuelles sur
<https://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/LettreInformation/>

Reflex_info@Reflex_réseau
Le réseau des documentalistes du CNFPT